



Monsieur le DASEN, mesdames et messieurs les membres du CTSD,

Ce 1^{er} CTSD de l'année 2019 se fait sous le sceau de la contestation. L'actualité générale montre chaque jour davantage la crise de confiance du peuple envers ses dirigeants. Le grand débat, qui se voulait synonyme d'écoute, guide et aiguille en fait la réflexion et rappelle tristement à bien des égards les Etats Généraux de 1789.

Au niveau scolaire, la loi de confiance ne cesse de susciter la défiance et les dernières annonces ne vont pas dans le sens de l'amélioration du sort des élèves ni des enseignants. *La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale vient, en effet, d'adopter un amendement au Projet de Loi pour l'École de la Confiance créant des « établissements publics des savoirs fondamentaux » pour regrouper des classes primaires et le collège. Cet amendement, désormais intégré au projet de la loi qui doit être votée à l'Assemblée nationale le 11 février, se donne toutes les chances de rater encore une fois le rendez-vous du progrès pour les élèves et les personnels.*

Pour le Tarn et le 1^{er} degré, a priori, 1 poste de plus pour 251 élèves de moins peut sembler une dotation favorable. C'est toutefois sans tenir compte de la réalité départementale. Les dédoublements de CE1 sont à eux seuls consommateurs de bien plus que ce seul poste puisqu'ils en requièrent 9.

La deuxième priorité que vous annoncez est l'attention portée à la qualité des organisations pédagogiques. A la lecture des 7 priorités, nous nous réjouissons d'une telle attention portée au pédagogique. Quelle en est cependant la réalité quand par exemple une école susceptible de fermer n'a pas été contactée par son IEN, qui n'y a d'ailleurs jamais mis les pieds. Que dire encore quand dans les fermetures potentielles, on trouve au moins 4 écoles avec occitan où l'organisation pédagogique liée à cet enseignement a des conséquences sur les effectifs par classe ?

Le plan Villani-Torossian nous paraît dans l'intention tout à fait louable. Mais dans le contexte actuel, réserver 3 postes alors que dans une circonscription, il manquait 18 remplaçants la semaine dernière ne correspond pas aux besoins réels du terrain. Nous manquons d'enseignants devant les élèves. Réinjecter ces 3 postes pourrait éviter d'entasser trop d'élèves dans certaines classes ou de fermer des classes en zone rurale. La disparition de l'Education Nationale dans les zones rurales est un vrai mal. Cette population en marge mais pas en marche, c'est peut-être aussi celle qui enfile un gilet jaune et occupe les ronds-points. Occupera-t-elle les classes pour que ses enfants ne soient pas maltraités par des effectifs pléthoriques et des conditions d'apprentissage dégradées.

A ce sujet, nous regrettons que la Tarn, qui a toujours joué le jeu des RPI et de la ruralité, n'ait pas pu signer le protocole du même nom. Ceci aurait pu permettre d'obtenir une rallonge de postes.

Quant aux points qui pourraient sembler positifs dans cette carte scolaire, comme par exemple le maintien des moyens dans les écoles CAPE, il ne s'agit en fait que de la continuation de l'existant. Notre ministre, à grand renfort de communication, avait annoncé une priorité mise sur le 1^{er} degré. Ce qui se fait d'ailleurs au détriment du 2nd degré qui a été dépouillé comme au coin d'un bois sombre. Et on s'aperçoit qu'en fait, la priorité ministérielle consiste à maintenir l'existant, avec dans les écoles des effectifs certes sous les seuils, mais qui ne sont pas compatibles avec un enseignement ambitieux et de qualité. Au SE-Unsa nous demandons qu'ils soient abaissés depuis des années. Nous profitons d'ailleurs de ce rappel pour demander que les seuils des petites écoles 2/3 classes retrouvent leur niveau passé de 25/28.

Par delà les orientations nationales que nous subissons tous, nous attendons vos arbitrages pour le département qui détermineront notre position. Notre conviction, au SE-Unsa, a toujours été d'être dans une attitude constructive et non dans une opposition systématique. Nous sommes donc venus ici pour écouter et dialoguer. Ceci étant dit, s'il faut choisir entre le charybde de la désertification rurale en fermant des classes de RPI ou le Scylla d'augmenter les effectifs d'écoles urbaines dont les effectifs seraient alors trop élevés, ce choix n'est pour nous ni possible ni acceptable.